

Au Mozambique, un méga projet menace de déplacer des millions de paysans

UNAC - Via Campesina Africa - GRAIN



(Maputo, Mozambique - 29 novembre 2012) – Le gouvernement et le secteur privé brésiliens collaborent avec le Japon pour lancer un vaste projet agroalimentaire dans le nord du Mozambique. Le projet, qui porte le nom de ProSavana, doit mettre 14 millions d’hectares à la disposition de l’agrobusiness brésilienne : l’objectif est de produire du soja, du maïs et d’autres denrées agricoles qui seront exportées par des multinationales japonaises. Cette région du Mozambique, connue sous le nom de Couloir de Nacala, est peuplée de millions de familles paysannes qui risquent de perdre leurs terres au cours de la mise en œuvre de ce projet.

Le couloir de Nacala longe une ligne de chemin de fer qui va du port de Nacala, dans la province de Nampula, jusqu’à Lichinga, dans la province de Niassa, en passant par les deux districts du nord de la province de Zambézia. C’est la région la plus peuplée de tout le pays. Comme elle jouit de sols fertiles et de précipitations régulières et abondantes, des millions de petits producteurs travaillent sur les terres pour y cultiver de quoi nourrir leur famille et vendre sur les marchés locaux et régionaux.

Or, aujourd'hui, sur ces terres, ProSavana propose de laisser les sociétés japonaises et brésiliennes établir de grandes fermes industrielles et produire des denrées à bas prix pour les exporter. À travers ProSavana, l'intention est de transformer le couloir de Nacala en une version africaine du cerrado brésilien, où les savanes ont été converties en grandes plantations de soja et de canne à sucre.

Dans le cadre du projet Prosavana, un grand nombre d'investisseurs brésiliens ont déjà évalué des terres dans le nord du Mozambique. On leur propose des superficies énormes avec des baux à long terme et la terre leur revient à environ 1 dollar US par hectare et par an.

GV Agro, une filiale de la société brésilienne Fundação Getulio Vargas, dirigée par l'ancien ministre de l'Agriculture, Roberto Rodriguez, coordonne les investisseurs brésiliens.

Charles Hefner de GV Agro rejette l'idée que le projet puisse déplacer des paysans mozambicains. ProSavana, affirme-t-il, ne cible que des « zones abandonnées, où l'agriculture n'est pas pratiquée. »

« Le Mozambique dispose d'une quantité extraordinaire de terres disponibles pour l'agriculture », explique Hefner. « Il y a suffisamment d'espace pour mettre en place des méga projets de 30 à 40 000 ha sans entraîner de répercussions sociales majeures. »

Mais les études foncières menées par l'institut national de recherche du Mozambique

montrent clairement que presque toute la superficie agricole de la région est utilisée par les communautés locales.

« Il n'est pas vrai qu'il existe des terres abandonnées dans le couloir de Nacala, » déclare Jacinto Mafalacusser, chercheur à l'Institut de recherche agraire du Mozambique (IIAM).

Les paysans de la région sont du même avis : il n'y a pas de place dans la région pour des fermes à grande échelle. Le 11 octobre 2012, les responsables locaux de l'Union nationale des paysans (UNAC) se sont rencontrés dans la ville de Nampula pour discuter de ProSavana. Dans la déclaration émise à l'issue de la réunion, les responsables locaux de l'UNAC ont dit « not[er] avec grande inquiétude que le ProSavana exige des millions d'hectares de terre tout au long du couloir de Nacala, alors que la réalité locale montre l'indisponibilité de ces étendues de terre, puisque que celles-ci sont utilisées par les paysans ayant recours à la technique de la jachère. »

La déclaration condamne « toute initiative qui préconise la réinstallation des communautés et l'expropriation des terres des paysans, pour faire place à de méga projets agricoles de production de monocultures », ainsi que « la venue massive d'agriculteurs brésiliens du secteur de l'agrobusiness, transformant les paysans et paysannes mozambicains en leurs employés et en travailleurs agricoles. »

C'était la première fois que des leaders paysans des régions affectées par le projet ProSavana se retrouvaient pour en discuter et pour beaucoup d'entre eux, c'était aussi la première fois qu'ils recevaient des informations sur les tenants et les aboutissants de ce projet.

« Le gouvernement nous a invités à participer à quelques réunions, mais l'information s'est limitée à une présentation Powerpoint et nous n'avons eu aucune possibilité de poser des questions, » rappelle Gregorio A. Abudo, le président de l'União Provincial das Cooperativas de Nampula. « Nous voulons la transparence. Nous voulons avoir les détails. »

Les gouvernements du Mozambique, du Brésil et du Japon avancent désormais à huis clos, avec un plan directeur pour le projet ProSavana ; ce plan est censé être finalisé d'ici juillet 2013. Le Japon doit financer la construction des infrastructures dans le couloir de Nicala. Selon un représentant de l'Agence brésilienne de coopération (ABC), GV Agro a mis de côté « énormément d'argent » dans le fonds qu'il gère pour investir dans de grandes fermes dans la région. Le représentant de l'ABC ajoute qu'il existe également un second fonds de la même envergure, qui serait géré par d'autres personnes qu'il a refusé de nommer. L'Institut national de la recherche agronomique du Brésil (Embrapa) est en train de renforcer les capacités des stations de recherche nationale de Nampula et de Lichinga et d'introduire des variétés de soja, de maïs et de coton brésiliennes pour tester leur adaptabilité aux conditions du couloir de Nacala.

Pour l'UNAC, ProSavana est le résultat d'une politique imposée d'en haut, sans prendre en compte les demandes, les aspirations et les besoins essentiels des paysans. L'UNAC lance l'alerte : ce projet ne peut que générer une dépossession des terres, des désordres sociaux, l'appauvrissement, la corruption et la destruction environnementale.

De l'avis de l'UNAC, s'il doit y avoir des investissements dans le couloir de Nacala ou plus généralement en Mozambique, ces investissements doivent avoir pour objectif le développement de l'agriculture et de l'économie paysannes. C'est en effet le seul modèle agricole capable de créer des moyens de subsistance dignes et durables, de freiner l'exode rural et de produire des denrées alimentaires de qualité en quantités suffisantes pour nourrir toute la population du Mozambique.

* Cet article a été initialement publié en portugais par le journal *Brasil de Fato*, le 29 novembre 2012.